



PARTIE I L'ENGAGEMENT

**« LA NUIT, NOUS
METTIONS DANS
DES BOÎTES
AUX LETTRES
LE JOURNAL
CLANDESTIN DU
RÉSEAU JEANSON »**

**ALAIN
BADIOU**

_L'INTERVIEW : Votre père, Raymond Badiou, fut résistant. Qu'avez-vous appris de son parcours ?

ALAIN BADIOU : Il m'a donné l'exemple de ce qu'en politique, les principes sont au poste de commandement. Même si vous êtes archi-minoritaire, si vous pensez que l'action à mener est juste et importante, il faut y aller. C'est essentiel aujourd'hui : nous devons re-commencer le communisme. Eh bien il faut se dire, comme l'ont fait en 1848 Marx et Engels alors que les communistes au sens où ils l'entendaient tenaient dans leur maison : « *Même si je suis presque seul, je dois y aller.* »

Mon père m'a aussi mis en garde contre les catégories trop larges : les résistants, oui, mais lesquels ? Quand ont-ils réellement agi ? Et selon quels principes ? C'est ce qui m'a fait très tôt penser que des catégories comme « *la gauche* » ou « *les démocraties* » étaient pour l'essentiel des tromperies funestes.

_Dès les années 1950, vous avez lutté contre la guerre d'Algérie. Vous considérez qu'il s'agit de votre éducation politique.

Oui. Adolescent, j'avais déjà été très frappé par le gouvernement Pierre Mendès France et la négociation en Indochine, et je m'étais instruit de la question coloniale et de son rôle dans la politique française. Quand s'est déclenchée la guerre d'Algérie, en 1954, j'avais 17 ans et j'entrais en Hypokhâgne pour préparer le concours de l'École normale supérieure (ENS). J'ai alors discuté avec un ami de ce que nous pourrions faire pour nous opposer à ce conflit colonial extraordinairement brutal, et très implanté dans l'opinion publique puisqu'il commençait à requérir la jeunesse – des centaines de milliers de civils allaient y prendre part.

Ensuite, j'ai quitté Toulouse pour Paris. Les élections de 1956 ont été un tournant : la SFIO, alliée au Parti radical sous le nom de « Front républicain », menait une campagne orientée vers la fin de la guerre. J'étais au lycée Louis-le-Grand, et là s'est située ma première intervention politique véritable : avec quelques amis, j'ai décidé de convoquer dans l'établissement une réunion qui soutenait, d'une part, qu'il fallait gouverner aussi avec les communistes – une formule « Front populaire » plutôt que « Front républicain » –, et d'autre part, que le programme devait comporter explicitement et précisément les étapes de la cessation de la guerre en Algérie.

Un beau matin, dans une des classes de Louis-le-Grand, sont donc venus en grand nombre les gens des classes préparatoires. La salle était bondée, jusqu'à l'intervention des « forces de l'ordre » – à savoir la mobilisation terrifiée du proviseur qui a délégué des surveillants généraux pour disperser ce rassemblement en déclarant qu'il n'était pas question de tenir dans le lycée des réunions politiques de ce genre.

En cette année 1956, j'ai ainsi appris à la fois la vertu militante du rassemblement, la promptitude de la répression (*Rires.*) et, très peu de temps après, la complète trahison de la SFIO à laquelle j'appartenais : Guy Mollet, élu sur l'idée de mettre fin à la guerre d'Algérie, l'a relancée et a nommé un socialiste belliciste, Robert Lacoste, comme gouverneur général en Algérie.

Une longue période de militantisme autour de cette question a alors commencé pour moi, marquée par des manifestations parisiennes sévèrement matraquées, par la scission de la SFIO qui en 1958 s'est opérée sur la guerre d'Algérie... Il s'agissait de l'entrée de la politique dans ma vie pratique et théorique.